

La crise de la microfinance en Inde : quelles perspectives ?

Table-ronde // Microfinance

Modérateur

Vipin Sharma

Directeur Général, ACCESS Development Services

Intervenants

Arvind Ashta

Professeur,
ESC Dijon Bourgogne

Suresh Krishna

Directeur Général,
Grameen Koota

Royston Braganza

Directeur Général,
Grameen Capital India

Alok Prasad

Directeur Général, MFIN



Résumé analytique

La crise de la microfinance a éclaté en Inde en octobre dernier. Les institutions de microfinance ont été accusées d'être à l'origine d'une vague de suicides dans l'Etat de l'Andhra Pradesh. Or, bien que les IMF exercent une certaine pression auprès de leurs bénéficiaires, nécessaire au bon remboursement de leur prêt, c'est faire un raccourci que d'établir une corrélation entre les suicides en Andhra Pradesh et la microfinance, d'autant plus que les IMF indiennes s'adressent majoritairement aux femmes.

Aujourd'hui, l'heure est à la recherche des causes de cette crise et des solutions à mettre en œuvre pour éviter de nouvelles dérives. Pour les intervenants, il ne s'agit pas d'une crise de la microfinance en général, mais plutôt d'une crise d'un canal. En Inde, le secteur a crû à une vitesse ahurissante et les clients ont été les premiers oubliés. Certaines caractéristiques de la microfinance indienne peuvent expliquer l'émergence de cette crise :

1. Un secteur caractérisé par différents groupes d'intérêt en conflit les uns avec les autres. Or il est important de faire coexister à la fois le volet social et commercial.
2. L'insuffisance de l'autorégulation : le gouvernement a un rôle à jouer dans la mise en place de bonnes pratiques de la microfinance.
3. L'approche « mono-produit » : manque la possibilité pour les IMF d'accepter l'épargne, d'où leur dépendance à l'appel aux fonds propres par des investisseurs privés.

L'arrêté édicté par le gouvernement d'Andhra Pradesh, peut être trop rapidement, a eu un impact considérable sur les liquidités, d'autant plus que les IMF en Inde ne sont pas autorisées à collecter l'épargne de leurs clients. Les banques ont arrêté de prêter aux IMF ; de plus les acteurs politiques ayant demandé aux emprunteurs de ne pas rembourser leur prêt, le taux de remboursement est passé de 99% à 9%.

Il est nécessaire de revoir les pratiques de la microfinance et de mettre en place un certain nombre d'actions:

- Se concentrer sur le prêt responsable et la mission sociale des IMF par la création d'un label.
- Limiter les taux d'intérêt sans que cette limite soit exclusive pour certains clients d'IMF ou pour certaines IMF.
- Mettre en place une concurrence saine (le gouvernement ne doit pas dominer le marché mais établir des partenariats).
- Sortir du modèle mono-produit : être plus flexible dans la conception des produits et tolérant en termes de taux de remboursement et accepter l'épargne.

Synthèse

Vipin Sharma : Les plus grosses IMF ont été touchées par la crise en Inde en octobre dernier. Il faut chercher quelles en ont été les causes et voir quels en ont été les effets. Il faut chercher les solutions et les challenges.

Aujourd'hui pour en parler nous avons des personnalités de haut vol dont 3 viennent d'Inde :

- **Suresh Krishna** est directeur de la **Grammen Koota**, qui fait partie des 20 IMF les plus grandes.
- **Alok Prasad** a travaillé sur la stratégie d'entreprise. Il est aujourd'hui président du **MFIN**, un nouveau réseau d'IMF dans le pays.
- **Royston Braganza** a travaillé pendant 12 ans dans la banque commerciale. Il est maintenant directeur de la **Grameen Capital**, mise en place par la fondation FMI et Grameen.
- **Arvind Ashta** est professeur à l'**ESC Dijon Bourgogne**. Il a écrit un livre sur les technologies de microfinance avancée.

Vipin Sharma : Dans l'identification des causes de la crise actuelle, les IMF ont-elles joué un rôle dans la crise qui les a affectées ?

Royston Braganza : Notre secteur s'attend à de nouvelles réglementations. Il y a 2 mois, une série de réglementations est venue un peu perturber le secteur. Certes de nouvelles orientations ont été données mais il faut chercher les causes inhérentes à la crise.

L'Inde dispose d'une économie complexe et intéressante à la fois. Différents groupes d'intérêt sont en conflit les uns avec les autres, et les intérêts des clients sont parfois oubliés. Les volumes ont crû de manière importante et des secteurs se sont sentis menacés. Conduire à une telle vitesse sur ces routes a conduit à se jeter dans le précipite. La politique, les intérêts divergents des investisseurs, la concurrence des programmes financés par l'Etat, le taux d'échec important dans certaines régions et le personnel qui n'est pas toujours bien formé font que la consanguinité n'est pas bonne. L'ensemble de ces facteurs a fait éclater un conflit entre les IMF et le gouvernement. Je ne pense pas que ce soit une crise de la microfinance, mais plutôt la crise d'un canal.

Je crois qu'il faut tenir compte du contexte global, l'Inde n'est pas un cas isolé. Cette vitesse ahurissante n'est pas sans causer quelques dégâts. Le secteur a commencé avec des objectifs différents. Il faut qu'il y ait un volet commercial et un volet social. Les deux doivent coexister.

Toutes les données nécessaires sur la microfinance étaient là, mais pour l'impact social, c'était plus difficile. Les taux d'intérêt ne diminuent pas alors que les retours sur investissement s'accroissent. Le client était le centre à l'origine or on s'en est éloigné. Je voudrais insister sur le fait qu'un secteur qui devrait avoir deux jambes ne s'est appuyé que sur une jambe.

Vipin Sharma : Le problème est que les IMF ont été accusées d'être responsables des suicides.

Arvind Ashta : Effectivement c'est un problème critique entre bailleurs de

fonds et clients. Si l'IMF est un animal dangereux, il faut pouvoir le dompter et c'est également la responsabilité de l'Etat. Pendant longtemps, il n'y a pas eu de réglementation, ce qui a permis à la microfinance de se développer considérablement. Aujourd'hui, on a une réglementation, ce qui est une bonne chose, mais elle limite considérablement le secteur.

On a trouvé une corrélation entre la pénétration de la microfinance et les suicides des hommes, or le microcrédit est essentiellement à destination des femmes ! Certes, il y a un stress créé par les institutions de microfinance auprès des bénéficiaires, mais il n'y a pas de corrélation entre la microfinance et les suicides. Si aucune pression n'est mise, personne ne remboursera.

Vipin Sharma : En 2008 il y a eu une autre crise dans le Karnataka.

Suresh Krishna : Il y avait quelques signaux avant-coureurs. Pour moi ce n'est pas vraiment une crise. Il fallait faire une pause et voir comment traiter de la microfinance.

Nous devons tout d'abord voir ce qu'il se passait au niveau des clients car il y avait beaucoup de nouvelles IMF, au niveau des investisseurs et au niveau des régulateurs.

En Inde, la microfinance s'intéresse essentiellement aux femmes. Les expériences tirées du Bangladesh ont montré que les femmes gèrent mieux l'argent. C'est pourquoi nous avons ignoré les hommes. En effet, aujourd'hui, la femme peut être la principale source du foyer. C'est un changement difficile à accepter pour les hommes.

Chaque femme recevant un microcrédit devait attendre que toutes les femmes du groupe d'emprunteuses remboursent. Ce modèle fit le succès des institutions de microfinance, mais il est également à la racine du problème car il a été répliqué avec un manque de souplesse. Les femmes ont dû faire face à des responsabilités énormes.

On a beaucoup entendu parler de performance financière, sans se soucier de bien servir le client. Beaucoup d'emprunteurs ont commencé à eux-mêmes prêter de l'argent. Les IMF n'ont pas appréhendé ce problème assez tôt.

Vipin Sharma : Le secteur est dans un état catastrophique, sans nouvel investissement. Pourtant il y a quelques années, tout le monde voulait faire partie de cette microfinance.

Royston Braganza : Nous avons eu un ordre du gouvernement et d'un coup toutes les activités se sont arrêtées en Andhra Pradesh. Cet ordre a eu un impact sur les liquidités. Les banques ont arrêté de prêter aux IMF et se sont inquiétées de savoir quel impact cette crise pourrait avoir sur leur propre secteur. Dès lors qu'il n'y avait plus de liquidités, il n'y avait plus de fonds pour financer le cycle de prêt suivant. De plus, le gouvernement est allé de village en village dire aux emprunteurs de ne pas rembourser : le taux de remboursement est passé de 99% à 9% ! Les IMF n'étant pas autorisées à collecter l'épargne, elles ont été complètement privées de liquidités.

Arvind Ashta : Au Bangladesh, la réglementation était interprétée telle que

l'on pouvait prendre les dépôts des clients. Ce n'est pas permis en Inde. Je voudrais rappeler que les pratiques de recouvrement des dettes impliquent une certaine pression sans laquelle il n'y a pas de remboursement.

Vipin Sharma : Comment les pratiques employées en Inde vont-elles être impactées ?

Alok Prasad : Je pense en effet qu'il est important de réfléchir à cela pour l'avenir. Nous devons nous concentrer sur le prêt responsable, créer un label pour les IMF. La rentabilité ne serait plus la même, et le taux d'intérêt limité. Il faut qu'il y ait de la concurrence pour donner le choix aux IMF. On doit créer des partenariats avec le gouvernement, ce dernier ne peut pas être un acteur dominant le marché.

Vipin Sharma : On pourrait mettre en place un code de conduite. Est que l'on est proactif en termes de performance sociale? Est-ce que l'on a commencé la *double bottom line* ou la *triple bottom line* ? Que faire en termes de transparence ?

Arvind Ashta : La relation entre les hommes et les femmes est changeante dans la famille, mais il faut accorder des prêts aux hommes également. De plus, les IMF doivent pouvoir prendre les dépôts de leurs clients, cela instaurerait une relation équilibrée entre les agents de l'IMF et leurs clients. Enfin, les prêts doivent prendre en compte les conditions du client et établir des plafonds. La microfinance se déroule bien dans les pays qui ont une bonne gouvernance, sans corruption !

Suresh Krishna : En Inde, nous avons eu une approche mono-produit, c'est une des principales raisons de notre échec. Nous devrions accepter l'épargne, être plus flexibles en terme de conception des produits, plus flexibles vis-à-vis de notre tolérance en termes de taux de remboursement. De plus les groupes d'aide ont des limites, mais la pression des pairs est un bon outil de remboursement.

En fait on a surtout géré des chiffres et des choses doivent être changées.

Alok Prasad : Est-ce que nous avons retenu des leçons ou est-ce que nous

espérons que les bons jours reviennent ? Je crois que nous avons compris que le client est le plus important.

Nous avons peut-être ignoré les signes avant-coureurs de cette crise. L'autorégulation est insuffisante, le gouvernement doit être présent et peut ordonner des interventions. Nous sommes tous ensemble dans cette situation : banques, IMF et régulateurs. Il faut œuvrer ensemble.

Royston Braganza : Nous avons appris la sur-dépendance par rapport à la dette bancaire. Comment créer des liens avec le marché des capitaux et des obligations et ne pas avoir juste un flux de capitaux ? Comment sélectionner les investisseurs ? Il faut un investisseur qui comprenne la mission et soit capable de nous accompagner. Il nous faut mettre sur pied ce code de conduite qui devienne l'ADN de notre secteur. S'assurer que les IMF connaissent bien leurs clients pour éviter les mauvaises pratiques et intégrer un taux d'intérêt limité, tout en ayant à l'esprit pour les régulateurs qu'une limite de taux d'intérêt, exclura certains clients. Enfin, il faut transférer une partie des bénéfices sur les clients.

Rapporteur officiel :

Florence de Maupeou, *Babyloan*

